REPUBLIQUE FRANÇAISE

NOUVELLE-CALEDONIE



SYNDICAT MIXTE DE TRANSPORT INTERURBAIN

COMITE SYNDICAL

N° 2024-017/SMTI du 6 août 2024.



DELIBERATION

approuvant le procès-verbal des débats et des délibérations soumises au comité syndical lors de la séance du vendredi 19 avril 2024 à 10H00

Le comité syndical du syndicat mixte de transport interurbain,

Délibérant conformément à la loi organique modifiée n°99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, notamment l'article 54 ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, notamment l'article 9 ;

Vu l'arrêté du Haut-commissariat n° 280/DIRAG/SAJ du 5 mars 2009 autorisant la création du syndicat mixte dénommé « syndicat mixte de transport interurbain de Nouvelle-Calédonie » ;

Vu le rapport de présentation n° 2024-017/SMTI;

Vu les statuts du syndicat mixte de transport interurbain;

Vu le procès-verbal de la séance du vendredi 19 avril 2024 à 10H00,

A adopté les dispositions dont la teneur suit :

Article 1^{er}: Le comité syndical du Syndicat Mixte de Transport Interurbain approuve le procès-verbal de la réunion du comité syndical du vendredi 19 avril 2024 à 10H00, joint à la présente délibération.

Article 2 : Le président du comité syndical du syndicat mixte de transport interurbain et le trésorier de la trésorerie des établissements publics de Nouvelle-Calédonie, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution de la présente délibération qui sera enregistrée, transmise au haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, au président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et aux présidents des assemblées des provinces Nord et Sud et publiée au *Journal Officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Article 3 : Le délai de recours devant le Tribunal Administratif de Nouvelle-Calédonie contre le présent acte est de deux mois à compter de sa publication, de son affichage ou de sa notification.

Délibéré en séance, le 6 août 2024.

Un membre,

Le président du comité syndical du syndicat mixte de transport interurbain,

Thierry GOWECEE

Milakulo TUKUMULI

La présente délibération est transmise au contrôle de la légalité le transmise pour publication au *Journal Officiel* de la Nouvelle-Calédonie le

et rendue exécutoire le 20/08/2024

M. Le Directeur



Ampliations:

- Haut-commissariat
- Nouvelle-Calédonie
- Province Nord
- Province Sud
- Trésorerie des Etablissements Publics de Nouvelle-Calédonie
- Archives

Haut-Commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie

0 / AOUT 2024

CONTRÔLE DE LÉGALITÉ

Quorum:

- Membres en exercice :
 Membres présents :
 - Membres représentés :
 - Suffrages exprimés :
 - Pour
- ContreAbstentions

<u>0</u>